

Convention collective

IDCC : 9191 | EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY-CULTURE, D'ÉLEVAGE, ET DE CULTURES SPÉCIALISÉES ET CUMA

(Corrèze)

(24 mai 1967)

(Étendue par arrêté du 18 juillet 1968,

Journal officiel du 24 août 1968)

Avenant n° 150 du 6 mars 2020

NOR : AGRS2097138M

IDCC : 9191

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corrèze ;

Fédération départementale des CUMA de la Corrèze,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération des employés et cadres syndicats FO de la Corrèze ;

Syndicat général agro-alimentaire CFDT du Limousin ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 17 de la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de poly-culture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 est modifié comme suit :

Article 17 | Rémunération de base

Salaires horaires

Niveau I. Emplois d'exécutants		
100	Échelon 1	10,15 €
110	Échelon 2	10,17 €
Niveau II. Emplois spécialisés		
120	Échelon 1	10,30 €
130	Échelon 2	10,38 €

Niveau III. Emplois qualifiés		
140	Échelon 1	10,59 €
150	Échelon 2	10,68 €
Niveau IV. Emplois hautement qualifiés		
160	Échelon 1	11,07 €
170	Échelon 2	11,51 €

Article 2

L'article 4 de l'avenant « Cadres » du 30 mai 1967 à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyculture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 est modifié comme suit :

« Article 4 | Salaires

La rémunération du personnel d'encadrement se compose d'un salaire mensuel et d'une prime d'intéressement librement débattue entre les parties.

Le salaire mensuel de base des cadres est fixé comme suit :

Salaires des cadres		Salaire mensuel de base
Groupe	Coefficient	
Cadre du 1 ^{er} groupe	350	3 638 €
Cadre du 2 ^e groupe	280	3 547 €
Cadre du 3 ^e groupe	200	2 444 €
Cadre du 4 ^e groupe	180	2 192 €

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 4

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité départementale DIRECCTE de la Corrèze.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-26 et suivants du code du travail.

Fait à Tulle, le 6 mars 2020.

(Suivent les signatures.)